

Grève générale de novembre 1918

Comment les autorités suisses apprécient-elles la situation?

Hervé de Weck

Dès le début du XX^e siècle, les attitudes politiques en Suisse se durcissent. Le bloc bourgeois développe une idéologie nationaliste, le parti socialiste, jusqu'alors réformiste, intègre dans son programme des éléments d'un marxisme orthodoxe, les anarchistes tendent à se radicaliser. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le libéralisme économique style XIX^e siècle, pur et dur, règne en maître en Suisse, les salaires sont bas et les ouvriers s'organisent. Les leaders de l'Union syndicale suisse, créée au début des années 1890, sont souvent des étrangers, des Allemands *rouges* chassés par Bismarck, des anarchistes, des socialistes ayant quitté la France après la défaite de la Commune en 1871. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, on peut parcourir l'Europe – à l'exception de la Russie et de la Turquie – sans posséder de pièce d'identité! En Suisse, il n'y a pas de police qui veille à ce que les étrangers s'abstiennent de toute activité politique.

L'attitude de la bourgeoisie, peu ouverte, face aux revendications de la gauche et des syndicats tend à renforcer, au sein des mouvements ouvriers, les ailes qui prêchent le renversement de l'ordre social et des autorités légales par des boycottages, des sabotages et la grève révolutionnaire. Autorités cantonales et fédérales, organes patronaux et syndicats ne se conduisent pas en «partenaires sociaux». Entre 1880 et 1918, la Suisse connaît de nombreux conflits du travail, plus ou moins longs et durs, selon la situation des caisses de secours des syndicats. Les années 1900 à 1910 marquent un sommet dans la statistique des grèves. Rien qu'en 1906, on en compte plus de 260 en Suisse. Comme les police cantonales, aux effectifs dérisoires, sont pratiquement inutilisables pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre, les autorités cantonales mobilisent des troupes, même lors de troubles de faible ampleur.

Ce qui amène à la grève générale

En août 1914, le parti socialiste suisse et les syndicats se rallient aux autres partis et acceptent le principe de la défense militaire du territoire. Pendant toute la guerre, les prix ne cessent de monter¹, les salaires ne suivent pas. Ouvriers, employés et fonctionnaires se trouvent nettement défavorisés par rapport aux paysans qui écoulent leurs produits à très bon prix. Les militaires mobilisés perdent leur salaire car, à l'époque, il n'y a pas de caisse de compensation. Le nombre d'«indigents» ne cesse de s'accroître². En Suisse romande, moins industrialisée que la Suisse alémanique, la situation apparaît un peu plus favorable. Le climat social se détériore, tandis que se développe une opposition ville-campagne, ainsi que des tensions riches-pauvres. Dès l'été 1916, le parti socialiste et les syndicats adressent une série de requêtes au Conseil fédéral: fixation d'un prix bas pour le lait, protection des locataires, abaissement du prix des combustibles, hausse des secours aux soldats nécessiteux. Le Conseil fédéral, qui semble manquer d'un homme énergique, prêt à surmonter les divergences entre les intérêts privés, sectoriels et nationaux, ne prend pas de décisions.

¹ 1914, indice 100; 1920, indice 230.

² 692'000 déclarés en 1918.

A cause d'une pénurie de main-d'œuvre, due surtout aux mobilisations et, simultanément, du chômage dans certains secteurs d'activité, le Conseil fédéral, en 1917, veut instituer un service obligatoire du travail pour rentrer les récoltes. Les syndicats s'y opposent, prétendant que le Gouvernement cherche à mettre de la main-d'œuvre bon marché à disposition des paysans. Le Conseil fédéral renonce... Peu après, il interdit aux ouvriers spécialisés d'aller travailler à l'étranger. La FOMH³ s'y oppose, ce qui provoque l'annulation de la mesure... Il veut employer les réfugiés et les internés, mais les associations ouvrières s'y opposent...

Pour Jules Humbert-Droz, pasteur réfractaire, antimilitariste et communiste, la révolution est envisageable en Suisse: «Il est plus facile de trouver des milliers d'hommes prêts à faire une révolution que prêts à refuser le service militaire (...).» *La Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds prend nettement position en faveur des thèses de Lénine; Paul Graber y écrit le 30 août 1917 qu'il faut «jeter à terre tous les gouvernements bourgeois et détruire les bases du régime économique bourgeois. C'est là l'œuvre salvatrice que doit accomplir le prolétariat européen, par la révolution, s'il le faut!» Les Jeunesses socialistes sont à l'unisson. Willy Münzenberg, leur leader qui se fera expulser de Suisse au début de l'année 1918, les encourage «à entrer dans l'Armée, à y apprendre le maniement des armes et à y faire des grades pour la gagner à la révolution.»

En mai 1917, deux régiments interviennent à La Chaux-de-Fonds où des émeutes ont éclaté, parce que le socialiste Graber, rédacteur en chef de *La Sentinelle*, a été emprisonné pour diffamation. Le journal *Le Jura* de Porrentruy du 25 mai, annonce deux blessés sérieusement atteints, l'un touché au bras par un coup de sabre, l'autre par un coup de baïonnette. C'est l'époque des mutineries dans l'Armée française. Lorsqu'en novembre, la nouvelle parvient en Suisse du coup d'Etat des bolcheviques à Petrograd, des syndicalistes, des socialistes, des marxistes estiment le moment venu de passer à l'action. Des réfractaires et des déserteurs réfugiés en Suisse, en particulier à Zurich, jouent un rôle dans cette fermentation. Entre le début novembre 1917 et mai 1918, plusieurs manifestations ont lieu à Zurich, certaines tournant à l'émeute; les orateurs y développent des thèses révolutionnaires. A la mi-novembre, la troupe intervient pour rétablir l'ordre. Le bilan est lourd: 4 morts et 28 blessés.

Au début de l'année 1918, Robert Grimm, rédacteur de la *Berner Tagwacht*, forme un comité d'action qui rassemble des membres de l'aile gauche du parti socialiste ainsi que des syndicalistes. Appelé «Soviet» par ses opposants politiques, le Comité dit d'Olten, en référence à la ville où il se réunit, anime, coordonne et dirige les manifestations de la gauche. C'est lui qui, en novembre 1918, lance la grève générale que *La Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds appelait de ses vœux depuis la mi-mai. La presse socialiste manifeste une violence grandissante contre l'Armée. Des brochures et des tracts sont répandus dans toute la Suisse. Des conseils de soldats font leur apparition à la 4^e et à la 5^e division, toutes deux alémaniques. Lénine, avant la révolution d'Octobre, encourageait la constitution dans l'Armée tsariste de conseils de soldats qui élisent leurs chefs et se prononcent sur les ordres donnés, afin de la paralyser et de permettre la prise du pouvoir par les bolcheviques. A la fin de l'année, l'assemblée des délégués du parti socialiste, par 318 voix contre 147, adhère à la Troisième Internationale. On peut penser que le parti applique les consignes de Lénine.

Consignes de Lénine aux socialistes suisses

« (...) en participant à n'importe quel conflit, la Suisse ne ferait que participer à une guerre réactionnaire, à une guerre de banditisme aux côtés d'une des coalition impérialistes en cause (...).

³ Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment.

«(...) le gouvernement suisse par toute sa politique de ces dernières années qui est une politique de réaction dans les questions intérieures aussi bien que dans les questions internationales (voyez la police politique, la servilité du gouvernement suisse à l'égard de la réaction et des monarchies européennes, etc.) est un gouvernement réactionnaire (...). Le gouvernement suisse a bien prouvé qu'il n'était qu'un instrument docile entre les mains du parti militaire suisse et en général de la clique militaire (rappelons-nous la réorganisation militaire de 1907, les fameuses affaires Egli et de Loys⁴, etc.).

«(...) il appartient au parti socialiste suisse de démasquer le véritable caractère du gouvernement et sa servilité à l'égard de la bourgeoisie impérialiste et des promoteurs du drill et de créer des conseils de soldats.

«En aucun cas, ni en temps de guerre, ni en temps de paix, les socialistes et leurs députés ne doivent voter les crédits militaires. Quels que soient les beaux discours trompeurs sur la défense de la neutralité qu'on puisse faire pour justifier un tel vote.

«(...) Parmi les moyens de lutte révolutionnaire figurent les démonstrations et les grèves de masses, mais non pas le refus du service militaire (...). Il faut non pas refuser de prendre les armes en main, mais tout au contraire s'en emparer et s'en servir afin de les retourner contre la bourgeoisie de son pays.»

Dans le camp bourgeois, on craint les «intentions criminelles» de la gauche, visant au renversement de l'ordre légal. Le socialiste devient l'image-type de l'«ennemi». Dès le début 1918, le Gouvernement zurichois demande au Conseil fédéral de «combattre énergiquement les tendances révolutionnaires». En octobre, le procureur du Canton de Zurich écrit dans un rapport que les mouvements sociaux sont téléguidés par la «gauche de Zimmerwald». La *Gazette de Lausanne* publie le plan d'un bolchevique ayant séjourné en Suisse. Il s'agit d'un coup d'Etat, avec attentats à la bombe et grève révolutionnaire, en particulier à Lausanne et à Berne. Il pourrait bien s'agir d'une manipulation dont Georges Clemenceau, chef du Gouvernement français, est très friand⁵...

La révolution dans les Empires centraux

Depuis août 1914 jusqu'à la fin mars 1917, Lénine, qui se trouve en Suisse avec son épouse, *prêche* la révolution bolchevique en Russie et dans le monde. Fasciné par le fait que le citoyen-soldat garde son arme d'ordonnance à la maison, il pense qu'elle pourrait commencer en Suisse, plutôt à Zurich qu'à Berne. Au printemps 1917, il en arrive pourtant à considérer les Suisses comme d'affreux «petits bourgeois». C'est à cette époque qu'il prend le train pour la Russie via le *Reich*, grâce à la médiation de socialistes suisses, dont le conseiller national Robert Grimm (les services français le considèrent comme un agent allemand), surtout grâce au SR allemand qui a bon espoir que, par la révolution, Vladimir Ilitch Oulianov fera sortir la Russie de la guerre. Le Suisse Fritz Platten l'accompagne.

Après la prise du pouvoir par les bolcheviques en Russie, l'obsession de la révolution gagne l'ensemble de l'Europe. Le 2 janvier 1918, l'attaché militaire français à Berne informe son Gouvernement que des socialistes et des syndicalistes français, en collaboration avec des groupes suisses, préparent une révolution en France. Un comité central aurait été constitué à Paris. Les mesures de précaution prises dans la capitale impliquent quatre divisions de cavalerie et des «récupérés».

⁴ Allusion à Karl Egli, un des deux colonels accusés d'avoir fourni des informations aux attachés militaires des Empires centraux. Dans une lettre ouverte, Treytorrens de Loys, commandant de la 2^e division, avait déploré le manque de courage du Conseil fédéral face à l'étranger.

⁵ Olivier Lahaie: *op. cit.*, p. 57.

Une mutinerie s'était produite dans la flotte de haute mer allemande en été 1917; il en éclate une nouvelle le 3 novembre 1918, qui n'est pas sans rappeler celle du cuirassé *Potemkine*. Elle est écrasée, mais les équipages «infectés par le bacille révolutionnaire» rejoignent les ouvriers et les soldats qui s'attaquent au régime impérial.

En Bavière, le social-démocrate indépendant Kurt Eisner, opposant résolu à la guerre, conduit, le 7 novembre 1918, une manifestation pour la paix à Munich, qui provoque la chute de la monarchie bavaroise. Le 8, il proclame la République, devenant dans la foulée, président des conseils d'ouvriers et de soldats, ainsi que de la Bavière elle-même. Beaucoup de paysans du royaume accueillent favorablement la révolution.

Le 9 novembre, désordres à Berlin où Guillaume II vient d'abdiquer. Au moment où le Gouvernement provisoire allemand s'apprête à signer l'armistice, la révolution gronde dans plusieurs villes allemandes où des conseils de marins, de soldats et d'ouvriers déposent les autorités régionales. Kiel, Berlin, Hambourg, Wilhelmshafen, Brême, Halle, Magdebourg, Brunswick, Munich sont touchées. Des soldats braillards et dépenaillés, drapeaux rouges à la main, patrouillent dans les rues où apparaissent des barricades et des mitrailleuses. On s'attaque aux officiers, on incite les soldats qui rentrent du front à la désobéissance. Assassinats et exécutions sommaires se multiplient. Des officiers, qui ont gardé de bons contacts avec leurs hommes, forment des corps-francs pour se battre contre les révolutionnaires. Le 10 novembre, la Légation suisse à Vienne annonce par télégramme à Berne que la révolution bolchevique va éclater dans la capitale austro-hongroise, si les forces alliées n'occupent pas la ville.

Dans un climat de panique se développe le mythe d'une révolution télécommandée par Lénine et ses *sbires*, qui contamine de nombreux journaux en Suisse.

Des appréciations de la situation faussées par la peur du bolchevisme

On sait aujourd'hui que la grève générale de novembre 1918 en Suisse est due essentiellement aux effets du libéralisme économique, aux injustices sociales, ainsi qu'aux faiblesses des autorités civiles. A l'époque, on sous-estime les conséquences de la misère, le mécontentement dû aux pénuries, au rationnement, à la hausse des prix et à une forte inflation. Le service de renseignement, le commandement de l'Armée, le Conseil fédéral considèrent la grève générale comme un début de révolution. Le service de renseignement a pourtant réussi à infiltrer le Comité d'Olten... Pour le SR français, la révolution bolchevique est sur le point de toucher la Suisse et elle risque de s'étendre en France. La grève générale vise au renversement des institutions fédérales. «(...) des rapports présentant des faits imaginaires, le fruit de l'intoxication et, surtout, la persuasion des SR de voir partout la main de l'Allemagne ou la marque des internationalistes à la veille d'une révolution bolchevique mondiale qu'on redoutait, tous ces éléments allaient déclencher (...) une véritable psychose parmi les élites politico-militaires, en France comme en Suisse⁶.» La situation dans les Empires centraux fausse gravement leur appréciation de la situation.

Il n'en reste pas moins que la tendance révolutionnaire reste minoritaire au sein du parti socialiste suisse et, surtout, de la population. Les *révolutionnaires*, imprégnés par l'idéologie de Lénine, ne prennent pas en compte les conditions politico-sociales dans les cantons, ils surestiment l'agitation et les sympathies qu'ils suscitent dans le pays, ils ignorent le caractère

⁶ Lahaie, Olivier It-col: *La guerre secrète en Suisse (1914-1918)*, t. III., pp. 31-32.

«bourgeois» de la grande majorité des Suisses. Ils ne comprennent pas combien il est illusoire en Suisse de vouloir unir les ouvriers et les paysans, comme Lénine a pu le faire en Russie. Ils sous-estiment la loyauté d'une armée de milice, forcément reflet des opinions du pays. S'ils n'ont aucune chance d'imposer la «dictature des soviets», ils peuvent en revanche provoquer des désordres graves.

La grève générale en Suisse...

Dès février 1918, le général Wille envoie une brigade à proximité de Zurich. Il ne veut pas être surpris, car il sait que les troupes ne parviennent plus à rétablir l'ordre lorsqu'elles se trouvent face à des masses de manifestants dans plusieurs régions du pays. En juin, il dissout les conseils de soldats. Des troubles éclatent à Bienne et à Lugano, alors que le Conseil fédéral accepte l'installation d'une mission soviétique à Berne.

Dès le début de l'automne, le comité d'Olten organise des démonstrations et des manifestations, afin de faire pression sur le Conseil fédéral et lui faire accepter ses exigences. Des ambassadeurs des puissances alliées avertissent les *sept sages* qu'elles n'accepteront pas que la Suisse devienne le centre d'une agitation révolutionnaire; des forces de l'Entente viendront mettre de l'ordre en Suisse, au cas où cela s'avérerait nécessaire. Des troupes américaines, qui se préparent à entrer en Alsace se trouvent aux frontières du Jura bernois, des régiments algériens, au repos, cantonnent près de Genève. Le SR français apparaît toujours obnubilé par le mythe d'un bolchevisme virulent en Suisse, soutenu et financé par l'Allemagne qui cherchait à ce que la révolution contamine et affaiblisse l'Entente.

En novembre, des troubles éclatent à Zurich; le Conseil fédéral décide l'envoi de huit régiments dans le secteur, ce que les chefs des mouvements ouvriers et le Comité d'Olten considèrent comme une provocation. Ils lancent un mot d'ordre de grève de protestation pour le 9 novembre, qui est suivi dans 19 villes, ainsi que de grève générale pour le 11 novembre. 350'000-400'000 personnes, dont beaucoup de cheminots, de postiers et de fonctionnaires, cessent le travail, surtout dans les villes de Zurich, Berne et Granges. En Suisse romande, au Tessin et dans les Grisons, les sociaux-démocrates ne suivent pas le mouvement.

La presse socialiste joue un rôle important durant la grève générale. Les typographes débraient dans les journaux bourgeois, mais continuent le travail dans les journaux de gauche. Ainsi, seuls les socialistes et les syndicats peuvent diffuser nouvelles et directives.

La plupart des revendications du Comité d'Olten (elles figurent en gras ci-dessous) s'avèrent éminemment politiques; elles devraient passer par la procédure ordinaire d'une démocratie semi-directe avec débats parlementaires, référendum facultatif ou obligatoire, ce qui peut prendre des années. De telles revendications en novembre 1918, on peut les interpréter comme des indices de grève révolutionnaire:

- **Réélection immédiate du Conseil national** selon le système proportionnel (cette modification est prévue pour les élections de 1919)
- **Introduction du suffrage féminin**
- **Introduction de l'obligation générale du travail**
- Semaine de 48 heures
- **Réorganisation de l'Armée selon le modèle soviétique** (avec conseils de soldats),
- Garantie du ravitaillement

- **Assurance vieillesse et invalidité**
- **Monopole de l'Etat sur le commerce extérieur**
- **Prélèvement sur les fortunes** pour amortir la dette de l'Etat

A Berne

08.11.- Deux compagnies de fusiliers de landsturm sont affectées à la sûreté du Palais fédéral et d'autres bâtiments; deux régiments d'infanterie, ainsi que 2 brigades de cavalerie se trouvent en réserve à proximité de la ville.

09.11.-10.11.- Dans la soirée, deux bataillons de fusiliers relèvent les unités du landsturm et prennent leurs quartiers en ville.

11.11.- La grève générale commence. Dès l'aube, la troupe patrouille dans les rues.

12.11.- Un escadron de dragons reconduit la mission soviétique à la frontière. Les cheminots en grève reçoivent un ordre de mobilisation, un service réduit est assuré à la gare.

13.11.-14.11.- Aucun rassemblement ne nécessite l'intervention de la troupe. Plusieurs arrestations sont effectuées sans violence.

A Zurich

07.11.- Un régiment d'infanterie vient renforcer à Zurich le bataillon de fusiliers déjà sur place; 4 escadrons de dragons mobilisent. Un autre régiment d'infanterie se tient en réserve en dehors de la ville. Tous les bâtiments importants sont gardés.

09.11.- Manifestation à la Paradeplatz. Une compagnie tire en l'air des coups de semonce, des dragons en dispersent une autre devant la caserne. La troupe dispose de casques en acier et de grenades à main...

10.11.- 5'000-7'000 personnes se rassemblent vers 15 heures à la Fraumünsterplatz. Deux compagnies ne parviennent pas à les disperser. Dans la foule, il y a des individus porteurs d'armes de poing, qui ne peuvent être interceptés; des coups de feu isolés sont tirés, des pierres lancées sur les soldats. La foule se disperse après que des salves d'avertissement ont été tirées au-dessus des têtes. Quatre ou cinq civils sont blessés à la Fraumünsterplatz par des ricochets; un fusilier est mortellement touché par un coup de feu. Des dragons font refluer les manifestants jusqu'au Milchbuck où ils dispersent encore un rassemblement. Les jours qui suivent se déroulent sans incidents graves.

A Granges

14.11.- La troupe, dont les patrouilles se font injurier, cherche à dégager les rues. Malgré des menaces d'utilisation des armes, les manifestants résistent. Un lieutenant et seize hommes se trouvent face à un attroupement près d'un passage sous-voie. Malgré des sommations en français et en allemand, la foule ne se retire pas. Le chef de section ordonne l'ouverture du feu (16 coups sont tirés). La foule, prise de panique, laisse sur les lieux deux blessés graves et se retire dans une rue parallèle. Les invitations à circuler restent sans effets. Un major, à son tour, commande un tir. Nouvelle panique: il y a trois morts.

16.11.- Enterrement discret des victimes, il n'y a pas eu d'autopsies.

... et dans le Jura bernois

Le 11 novembre 1918, le maire de Saint-Imier interdit les attroupements, les postes de grève et les cortèges non autorisés. Les autorités ont demandé aux citoyens de constituer une «Union civique» qui pourrait intervenir pour le maintien de l'ordre. Dans la soirée, le maire presse le Gouvernement cantonal d'envoyer la troupe pour protéger l'usine électrique. Deux compagnies de landsturm, levées dans la région, sont en position dès l'aube du 12. Ce jour-là,

le nombre de grévistes oblige les usines à fermer leurs portes. Le comité de grève demande aux autorités locales de suspendre la distribution d'eau et d'électricité. Fortes de la présence des militaires, celles-ci refusent.

A Delémont où une compagnie de landsturm assure l'ordre, seule la moitié des sept cents syndiqués FOMH se joint aux quatre cents cheminots en grève. A l'initiative des milieux bourgeois, on constitue une «Garde civique» capable d'intervenir en cas de troubles. Le travail ne cesse pas dans les ateliers d'Ajoie; aux Franches-Montagnes, les ouvriers font la sourde oreille aux délégations de grévistes venues de La Chaux-de-Fonds, Saint-Imier et Tramelan. La force du syndicalisme en Erguel contraste avec sa faiblesse en Prévôté et à Reconvilier. Malgré les appels de camarades venus de Tramelan, un millier d'ouvriers à Tavannes, exhortés par le maire, le curé et le pasteur, refusent à la quasi-unanimité de cesser le travail.

Le Jura bernois, publié à Saint-Imier, proclame que «le Soviet d'Olten [*le Comité d'Olten*] travaille pour les Boches». Ernest Daucourt, bouillant rédacteur en chef francophile du *Pays de Porrentruy* et conseiller national conservateur-catholique, prétend que, sous un programme de revendications ouvrières se cache «un plan révolutionnaire». En juin 1919, il demandera au Conseil fédéral quelles mesures il envisage pour empêcher le retour de «troubles révolutionnaires».

De Boncourt à La Neuveville, l'attitude des populations pendant la grève générale de novembre 1918 explique – en partie du moins – la décision de l'Etat-major général au printemps 1919, qui engage en service d'ordre à Zurich le régiment jurassien d'infanterie 9, commandé par le futur général Guisan.

Plus de violence dans les propos que dans les rues

A l'époque de la grève générale, l'épidémie de grippe dite espagnole fait des ravages aussi bien dans l'Armée que dans la population, causant près de 22'000 victimes. Le 18 novembre, un article anonyme paraît en page intérieure de *La Sentinelle* que dirige Ernest-Paul Graber, alors absent pour cause de maladie. Il rapporte que «l'épidémie de grippe fait des progrès rapides et prend des proportions considérables dans les troupes levées par le Conseil fédéral contre les grévistes.» Cette dépêche venue de Berne porte un titre grossièrement polémique: «La grippe venge les travailleurs». Il s'agit d'un coup du pasteur Jules Humbert-Droz!

Le Conseil fédéral adresse un ultimatum au Comité d'Olten, le sommant de rapporter l'ordre de grève. Celui-ci, constatant qu'il n'est pas suivi dans l'ensemble du pays, décide d'y mettre fin dans la nuit du 13 au 14 novembre, après deux jours d'interruption de travail.

Malgré le climat de tension et de violence pendant la grève générale de novembre 1918 et toutes celles qui l'ont précédée, jamais un citoyen-soldat gréviste n'a sorti l'arme d'ordonnance qu'il conserve à la maison, en dehors des périodes de service. A l'époque, il doit y avoir plusieurs centaines de milliers de fusils et de revolvers dispersés dans le pays!

H.W.

Bibliographie

- Buomberger, Thomas: «La grève générale», *14/18 La Suisse et la Grande Guerre*. Baden, hier+jetzt, 2014.
- Gautshi, Willy: *Helvetische Streiflichter: Aufsätze und Vorträge zur Zeitgeschichte*. Zürich, NZZ, 1993.
- Kohler, François: «La grève générale dans le Jura», *La grève générale de 1918 en Suisse*. Genève, Grounauer, 1977.
- Kohler, François: «Un siècle de syndicalisme jurassien», *La Lettre syndicale. Spécial centenaire*, 1^{er} juin 1988.
- Lahaie, Olivier It-col: *La guerre secrète en Suisse (1914-1918)*, t. III. Saint-Denis, Editions Connaissances et Savoirs, 2017.
- Service de l'adjudance / Armée et Foyer: *L'Armée suisse en service d'ordre. 1856-1970*. S.l.s.d.
- Vuilleumier M. et al.: *La grève générale de 1918 en Suisse*, 1977.
- Weck, Hervé de: «Aspects du maintien de l'ordre par l'Armée (1830-1970)», *Travaux et recherches / Beiträge zur Forschung*. Berne, Association suisse d'histoire et de sciences militaires, 1997, pp. 67-106.
- Weck, Hervé de: «Maintien de l'ordre par la troupe dans le Jura bernois (1830-1970)», *Actes 2000 de la Société jurassienne d'émulation*, pp. 261-291.

Légendes photos (toutes les photos, Archives fédérales, Berne)

- 01 Des hommes du régiment d'infanterie fribourgeois gardent le Palais fédéral...
- 02 ... devant le bâtiment, la fanfare donne concert. La foule semble bien tranquille.
- 03 Des mitrailleurs de cavalerie au Spitalacker...
- 04 ... qui ne cachent pas leurs *Mitrailleuses 1911*.
- 05 Patrouille au Kornhausplatz.
- 06 Une cuisine militaire au Spitalacker.
- 07 De la cavalerie et de l'infanterie sur une place de Zurich... (Stadtarchiv Zürich/DR)
- 08 ... des dragons contiennent la foule.
- 09 Blocage des voies à Granges
- 10 Des manifestants bloquent les trains près de la gare de Bienne...
- 11 ... et à la gare de La Chaux-de-Fonds.
- 12 Le côté «Image» d'une carte de vœux écrite à Genève le 1^{er} janvier 1919. En mai 1918, une «légation bolchevique» de dix-sept personnes, dirigée par Jan Berzine, arrive à Berne. Les autorités suisses, qui n'ont pas reconnu le gouvernement bolchevique russe, l'acceptent, à condition qu'elle s'abstienne de toute propagande. La grève générale sert de prétexte au Conseil fédéral pour l'expulser.